

LOCALISME OU FÉDÉRALISME LIBERTAIRE?...

«D'abord, je pense que le défi climatique est peut-être l'un des plus grands défis qui va se poser à notre génération. Tous les rapports du G.I.E.C., que d'ailleurs tout le monde devrait lire, nous disent que nous sommes rentrés dans la décennie critique. S'agissant des canicules, à partir de 2050, on devrait subir une fois tous les ans, ou une fois toutes les deux années, un épisode caniculaire similaire à celui qu'on a vécu en France en 2003 et qui a abouti à des morts.

Nous n'avons pas de planète de rechange, ce qui crée aujourd'hui les conditions d'un désastre sur l'environnement et planétaire. C'est-à-dire ce modèle économique qui est basé sur la fabrication de produits en Chine, à l'Est, en Asie, une consommation en Europe et un recyclage en Afrique. Et ce grand déménagement du monde, c'est la cause, c'est l'une des causes, l'une des responsabilités humaines de ces rapports du G.I.E.C. qui nous alertent sur notre futur.

Je pense qu'il faut changer de modèle économique. Il faut faire le localisme, il faut développer les circuits courts, il faut développer la proximité, il faut faire le patriotisme économique, il faut faire en sorte que vous alliez trouver près du territoire, près de votre ville, près de votre métropole, le produit qui est moins cher. C'est l'inverse de ce qui est fait aujourd'hui.

[...] Aujourd'hui, par exemple, dans la restauration collective, 75% du bœuf est d'origine importée, et le haut conseil pour le climat nous dit quoi? Il nous dit que la moitié des émissions des gaz à effet de serre est liée à nos importations».

De qui est ce propos? De Greta? De Nicolas Hulot sorti de sa cachette? De Cyril Dion? De François Gemenne, cet ancien militant du parti écologiste belge, devenu membre du G.I.E.C. et spécialiste du climat après avoir été spécialiste des migrations internationales et travaillé pour l'agence européenne Frontex? Pas du tout. Il s'agit de Jordan Bardella, dirigeant du *Rassemblement national*, sur BFM-TV le 16 juin 2022.

Selon une analyse myope et paresseuse, ce serait de la récupération pure et simple, de la démagogie. Mais ce serait une grave erreur que de le penser. Pour deux raisons.

D'une part, le bilan écologique proposé n'est autre que celui des dirigeants du capitalisme vert. Il ne vient pas à l'esprit de Bardella que, par exemple, le G.I.E.C. n'est pas un organisme scientifique, mais un lobby politique créé par le G7 de 1988 réunissant les dirigeants des pays électronucléaires (Thatcher, Reagan, Mitterrand, Delors, Takeshita...). Certes, les dirigeants du G.I.E.C. s'entourent d'experts, mais cooptés et à sa botte. L'un de ses objectifs est de relancer l'électronucléaire. Chose faite désormais, maintenant que l'électrique et le tout électrique nous sont présentés comme les meilleurs moyens de «sauver la planète».

Dans l'affaire, le climat a bon dos. Toutes les hypothèses pour analyser et comprendre l'évolution du climat terrestre (nonobstant les immenses variations régionales) doivent pourtant être prises en compte («évolution» et non «changement», terme qui ne veut rien dire car le temps change tout le temps).

Pour cela, il faut faire de la climatologie et non pas s'appuyer quasi exclusivement sur des modélisations montées essentiellement par des physiciens et des cybernéticiens qui crachent des scénarios en fonction de données sélectionnées et de théories climatiques préétablies. Il est ainsi facile d'«oublier» certains phénomènes (les glaciers néo-zélandais qui avancent, le niveau de la mer de Botnie qui baisse...), d'en privilégier d'autres (l'évolution de l'inlandsis et de la banquise de l'Arctique), et de tout mélanger (la canicule, la viande, les importations).

En fait, sous la référence climatique, se déroule une bataille économique et géopolitique sans merci

entre les différents secteurs énergétiques, les entreprises concernées et les différents États (en gros l'Occident contre les BRICS (*)). La «décarbonation» est le moyen d'empêcher ou de freiner le développement économique des pays concurrents, tout en promouvant de nouvelles formes impérialistes. Les générations bercées par le panda du WWF, le «développement durable» et la nécessité de «sauver la planète» ont bien du mal à le voir.

D'autre part, le fascisme historique et donc le post-fascisme actuel ont toujours décliné un discours écologique. Le vieux discours sur les hiérarchies naturelles et la loi du plus fort, voire les différences de «races», étant passé de monde, le recours à la nature est toujours là pour promouvoir une vision étroite de la société. Le propos de Bardella - et d'autres comme le théoricien de l'ultra-droite Alain de Benoist qui vient de rééditer son livre *Décroissance ou toujours plus?* (2018) - prône, sous couvert de circuit-court, la vieille idée mussolinienne de l'autarcie, des petites communautés plus ou moins autonomes mais rassemblées sous l'égide du grand chef (le roi chez Maurras, le Duce, le Führer...). Cela permet au passage de tolérer un communautarisme religieux. Le but est que chacun reste chez soi, l'ennemi étant l'étranger et le produit étranger.

Ajoutons que le discours de peur - la peur de l'étranger, la peur de la décadence - est au fondement de la culture fasciste et qu'il a été résolument intégré par les dirigeants du monde entier pour maintenir leur pouvoir, via la peur de la catastrophe écologique ou la peur de l'épidémie. Il est amplifié par tous les candidats au pouvoir, de droite comme de gauche.

L'économie de circuit-court est valable en ce qu'elle rapproche les producteurs et les consommateurs: elle nous débarrasse des intermédiaires qui s'engraissent au passage, elle limite les transports et les pollutions, elle permet a priori un meilleur contrôle, mais elle ne nous dit rien sur sa gouvernance, autogestionnaire ou pas. Le local n'est pas un bien en soi, c'est le mode de relation entre les différents éléments et agents qui compte. L'échange est le garant d'une société ouverte, et il n'est pas nécessairement capitaliste. Le local ne peut pas en outre tout produire. Même les communautés les plus autarciques ou les monastères n'y arrivent d'ailleurs pas. L'Inuit n'est pas condamné à ne jamais manger d'oranges. Le Peul ou le Mongol aura du mal à se transformer en permaculteur.

En revanche, le mutuellisme et le fédéralisme libertaire peuvent gérer les échanges et satisfaire les besoins de façon intelligente. Utopie lointaine? Pas du tout, c'est déjà dans la façon d'organiser les AMAPs, les épiceries solidaires ou les coopératives, dans leur conception même, que se construisent ici et maintenant les bases du projet social. Et pour cela, pas besoin d'agiter des peurs et de brandir des situations apocalyptiques d'ici quelques décennies, bien souvent invérifiables. Au passage, ils permettent de contrer le discours du post-fascisme vert et du capitalisme vert.

Philippe PELLETIER.

(*) Brazil, Russia, India, China, South Africa, (N.d.I.r. Hélène HERNANDEZ).